

«Le décret Inscription est venu mettre le bazar dans toutes les écoles»

Le MR a présenté hier ses 50 mesures de campagne pour l'enseignement. Les libéraux veulent détricoter les réformes menées jusqu'ici, du décret Inscription à la réforme des titres et fonctions.

TOM GUILLAUME

«En 2007, le décret Inscription est venu mettre le bazar dans toutes les écoles, entame Charles Michel sur le volet Inscription de son programme électoral. Le texte se base sur un a priori idéologique qui est de dire que les directeurs d'école sont contre la mixité dans leur établissement.» En lieu et place du décret Inscription, le parti propose un mécanisme basé sur la fratrie, le personnel prestant et les projets pédagogiques.

Le MR prévoit un système en deux temps. Le premier concerne les élèves repris comme prioritaires selon les trois facteurs évoqués: s'ils ont un frère ou une sœur dans l'établissement, selon le personnel enseignant disponible et, enfin, selon la correspondance entre le modèle pédagogique de l'établissement et le profil de l'élève.

Dans un deuxième temps, le cas

des élèves non prioritaires (la majorité). Le parti entend conserver le formulaire unique d'inscription, mais veut mettre fin à la sélection sur la base géographique ou socio-économique. Restent alors les établissements où la demande dépasse l'offre disponible. «Nous voulons rendre leur liberté de choix aux directeurs d'établissement», lance Charles Michel, qui répond aux risques de discriminations ou d'arbitraire par la confiance.

Certaines voix s'élèvent pour dénoncer des stratégies de classements. Certains parents établiraient leur liste en fonction des probabilités d'octroi. Faisant parfois le pari de mettre leur préférence en troisième choix. Une pratique visée par Charles Michel: «Il encourage à des formes d'ingénierie en défaveur des familles les moins informées.»

Renforcer l'autonomie

C'est un véritable détricotage de la politique menée jusqu'ici que les libéraux proposent. «La logique actuelle veut trop contrôler les directions, dénonce le parti. Nous voulons donner davantage de pouvoir aux directeurs d'établissements, dans leurs

orientations et dans leurs choix de personnel.» Les différents niveaux de contrôle avaient justement été mis en place pour assurer une meilleure homogénéité des niveaux d'enseignements, et éviter les inégalités entre les établissements. «Je crois qu'il faut oser faire confiance aux directions, et arrêter de partir d'un postulat négatif», explique Charles Michel.

Cette autonomie concerne également le choix des équipes pédagogiques. En ligne de mire ici, le décret titre et fonction entré en vigueur en 2016. Le président du parti pointe le rôle dans la pénurie d'enseignant «Ce sera un point principal de négociation, si le MR se retrouve à la table.» Pour lutter contre la pénurie, le MR met l'accent sur la revalorisation de la profession et entend favoriser les heures supplémentaires, ainsi que le retour des enseignants retraités.

«Il faut oser faire confiance aux directions.»

CHARLES MICHEL
PRÉSIDENT DU MR